

Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 2020-12-088
du Conseil municipal
Séance du 15 décembre 2020**

**Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 09 décembre 2020
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 28
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 5
Nombre de Conseillers municipaux absents : 0**

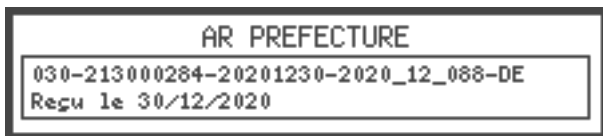
L'an deux mille vingt, le 15 décembre à 18 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle multiculturelle sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Maxime **COUSTON**, Michèle **FOND-THURIAL**, Michel **CEGIELSKI**, Christine **MUCCIO**, Christian **BAUME**, Jennifer **OBID**, Jean Christian **REY**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Philippe **BERTHOMIEU**, Justine **ROUQUAIROL**, Christian **SUAU**, Carine **BOISSEL**, Raymond **MASSE**, Caroline **LABOUEIBE**, Nicole **SAGE**, Sylvain **HILLE**, Fatiha **EL KHOTRI**, Ali **OUATIZERGA**, Catherine **HERBET**, Michel **SELLENS**, Corine **MARTIN**, Alain **POMMIER**, Olivier **WIRY**, Jean-Louis **MORELLI**, Léopoldina **MARQUÈS ROUX**, Thierry **VINCENT**, Audrey **BLANCHER**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Sandrine **ANGLEZAN** procuration à Justine **ROUQUAIROL**, Anthony **CELLIER** procuration à Maxime **COUSTON**, Laurence **SALINAS-MARTINEZ** procuration à Christian **BAUME**, Mourad **ABADLI** procuration à Jean Christian **REY**, Pascale **BORDES** procuration à Corinne **MARTIN**

Conseillers municipaux absents : aucun

Secrétaire de séance : Jean Christian **REY**



Objet : Formation des élus

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu le décret n° 92-1208 du 16 novembre 1992 fixant les modalités d'exercice du droit à la formation des élus locaux,
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,
Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,
Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission des Moyens Généraux du 1^{er} décembre 2020,

Le Conseil municipal décide à l'unanimité :

- de permettre à chaque élu, pour la durée du mandat, de bénéficier du droit à la formation selon ses souhaits, parmi les orientations suivantes :
 - les fondamentaux relatifs à la gestion des politiques locales (les finances publiques, les marchés publics, la délégation de service public et la gestion de fait, l'intercommunalité, la démocratie locale et la citoyenneté...),
 - les formations en lien avec les délégations (l'urbanisme, le développement durable, la sécurité publique, les politiques sociales, culturelles, sportives...),
 - les formations en lien avec les services gestionnaires (management par projet, projets de service, évaluation des politiques publiques...),
 - les formations en lien avec l'efficacité personnelle (la prise de parole en public, expression face aux médias, informatique et bureautique, gestion des conflits, théorie de la négociation, conduire et animer une réunion...).
- de fixer le montant annuel des crédits ouverts pour l'exercice du droit de formation des élus municipaux à 10% des indemnités de fonction des élus.
- que la dépense en résultant sera prélevée au chapitre 65 du budget en cours.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 15 décembre 2020

Acte rendu exécutoire
Après dépôt électronique en Préfecture
Le 30 décembre 2020
et publié le 30 décembre 2020

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET

